



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

LÉGISLATION FISCALE

(Direction générale des impôts, 1948-1986)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Fiscalité immobilière et foncière.....	<u>6</u>
Enregistrement et timbre.....	<u>8</u>
Autres sujets de législation fiscale.....	<u>8</u>

Référence

B-0071363/1 - B-0071373/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Dispositions générales – timbre - taxes assimilées – impôt sur les opérations de bourse.

Dates extrêmes

1948-1986

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts, direction de la législation fiscale, bureau B2.

Importance matérielle

11 boîtes soit 1,39 mètre linéaire.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 20/05/2001 portant la référence PH 141/01.

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le

service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement contient des archives relatives à la législation fiscale, principalement entre les années 1960 et 1980. Il contient essentiellement des notes, de la documentation et des textes officiels sur certains droits regroupés par type de fiscalité, ainsi que des travaux préparatoires à des textes législatifs ou réglementaires.

Indexation

Fiscalité

Enregistrement

Fiscalité immobilière

Timbre fiscal

B-0071363/1 – B-0071366/2, B-0071369/1 - B-0071372/4

Fiscalité immobilière et foncière.

1954-1986

B-0071363/1

Documentation de base. - Actes soumis à un droit fixe d'enregistrement ou à taxe fixe de publicité foncière, série 7 E division B, textes préparatoires (1976) : notes, projet de textes. Taxe sur les véhicules de sociétés, série F E (1972) : notes, projet de textes. Série E division M (1971-1981) : notes, projet de textes. Timbre et taxes assimilées série 2C division O (1971) : notes, projet de textes.

1971-1981

B-0071364/1

Exploitations agricole, acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité. - Travaux préparatoires des décrets n°54.1251 du 20 décembre 1954 et n°55.1271 du 29 septembre 1955 (1954-1962), avant-projet de décret de l'article 49 de la loi n°63-254 du 15 mars 1963 (1963), projets de décrets portant règlement d'administration publique (1958-1961), décret, arrêté d'application et circulaire de l'ordonnance n°59.246 du 4 février 1959 article 12 (1957-1960), projet d'instruction 7C-3-75 (1974-1975), projet de décret du 14 septembre 1974 (1971-1976), application de l'article 3-II 1° de la loi n°69-1168 du 26 décembre 1969 (1970-1971) : notes.

1954-1975

B-0071365/1, B-0071369/1

Terrains à bâtir.

1960-1986

B-0071365/1

Terrains à bâtir. - Certificat d'urbanisme (1972-1974), instruction 8 A-3-74 du 2 avril 1974 (1974), exonération de la taxe de publicité foncière (1974-1975), taxe locale d'équipement (1974), acquisition de terrains en vue de la création du marché de Rungis, terrains à bâtir (affaire Tournet-Boulin) (1978-1980), application de l'article 691 du Code général des impôts aux lotissements (1980-1981), amendement n°104 à la loi de finances pour 1979 (1978-1979), suppression du délai de 4 ans prévue à l'article 691-II du Code général des impôts (1974-1975), proposition du médiateur relative au régime fiscal des acquisitions (1977-1980), défaut de construction dans le délai légal (1977-1979), recours en interprétation de légalité (arrêt du Conseil d'Etat du 16 juin 1979) (1978-1979), taxe spéciale perçue au moment de l'enregistrement de l'acte de cession d'un terrain (1981-1982), régimes actuels des mutations de terrains à titre onéreux (1981), conditions d'application de l'article 691 du Code général des impôts sur l'exonération de la TPF (1981), prorogation du délai de 4 ans (1979-1980), demande de suppression du certificat de conformité (1983-1984) : notes, documentation.

1972-1984

B-0071369/1

Terrains et immeubles. - Acquisitions, vente, construction : notes.

1960-1986

B-0071365/2, B-0071366/2, B-0071372/4

Mutations.

1962-1986

B-0071365/2

Mutations d'immeubles. - Portée du régime de faveur (1966) ; acquisitions de terrains à usage de garages (1974) ; non respect de l'engagement de construction dans le délai légal (1974-1976) ; modalités de transfert des choses communes (1977-1978) ; acquisitions de terrains à bâtir article 691 du Code général des impôts (1977-1981) ;

échange immobilier entre l'État et la société nationale industrielle et aérospatiale (1966-1981) : notes, documentation.

1966-1981

B-0071366/2

Mutations à titre gratuit. - Suggestions du ministère de la construction tendant à admettre les restaurations d'immeubles au bénéfice de l'article 1241-1° du Code général des impôts (1962-1963). Exonération de droits de mutation pour les constructions nouvelles (1973). Suppression de l'exonération applicable aux constructions nouvelles acquises après le 20 septembre 1973 (1974). Exonération des constructions nouvelles, notion d'achèvement (1964-1973). Preuve de la propriété au 20 septembre 1973 (1975). Définition des constructions nouvelles et des reconstructions (1978-1979). Exonération en faveur des constructions nouvelles (1974-1975). Conditions d'application de l'article 13 de la loi de finances pour 1980 (1979-1980). Mesures fiscales en matière de droits de mutation à titre gratuit (1979). Décret n°80-1086 du 29 décembre 1980 (1980). Instruction 7 G-5-81 du 18 mai 1981 (1979-1981), instruction 7-G-1-82 du 8 mars 1982 (1981-1982). Instruction 7-G-1-83 du 13 janvier 1983 (1982-1983). Conditions d'octroi de l'exonération prévue à l'article 793 A du Code général des impôts (1978-1983). Suppression de l'exonération prévue à l'article 793-2-1° du Code général des impôts (1981-1985) : notes, documentation, textes.

1962-1985

B-0071372/4

Mutations d'immeubles. - Mesures en faveur de l'agriculture : notes.

1985-1986

B-0071366/1

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). - Régime fiscal des opérations réalisées par les SAFER (1974-1976). Rapport de l'Inspection générale des finances sur le droit de préemption (1976). Avant-projet de loi portant modification des dispositions des lois n°60-808 du 5 août 1960 et 62-933 du 8 août 1962 (1966-1967). Projet de loi de finances pour 1977 (1976). Nouvelle rédaction de l'article 1028 du Code général des impôts (1978). Article du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) relatif au régime fiscal des reventes (1977-1980). Projet de loi tendant à étendre les attributions (article 1028 du Code général des impôts) (1982) : notes, documentation.

1976-1982

B-0071371/2

Bail à construction, dossiers législatifs et instruction : notes

1964-1972

B-0071372/1

Droit de bail et taxe additionnelle. - Extension du champ d'application aux immeubles achevés entre le 1^{er} septembre 1948 et le 31 décembre 1975 (1979-1981) ; instruction de 1971 (1970-1971). ; situation des départements d'outre-mer (1971-1989) ; article 83 de la loi de finances de 1980, article 12 de la loi de finances de 1986 : notes.

1971-1986

B-0071372/2

Crédit-bail, régime fiscal des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI) : notes

1966-1985

B-0071372/3

Opérations de leasing, prêt-bail : notes

1965-1968

B-0071370/1, B-0071371/1

Forêts.

1965-1985

B-0071370/1

Projet de loi : avant-projet, texte, notes.

1970-1985

B-0071371/1

Vente (1958-1959) ; mutation de bois, de forêts et de parts de groupements forestiers (1965-1966) ; assouplissement des règles de déchéance (1971) ; article 1370 du Code général des impôts (1972) ; acquisition de forêts (1972-1974) ; occupation temporaire de parcelles de forêts par la SNCF (1978), extraits relatifs à la fiscalité du rapport de Roger Duroure (1980-1982), projet d'instruction jamais publiée sur les modifications des dispositions de l'article 1929-3 du Code général des impôts (1982-1985) : notes.

1965-1985

B-0071367/1, B-0071368/2

Enregistrement et timbre.

1950-1985

B-0071367/1

Droits d'enregistrement, demandes de solutions : notes, correspondance, fiche pour le bureau A, instructions.

1976-1985

B-0071368/2

Droit de timbre : projet de fusion d'articles du Code général des impôts, notes, textes.

1950-1984

B-0071367/2, B-0071368/1, B-0071368/3, B-0071370/2, B-0071373/1 – B-0071373/2

Autres sujets de législation fiscale.

1948-1986

B-0071367/2

Prélèvement sur les fortunes, rapport Blot, Meraud et Ventejol : rapport, documentation, articles de presse, notes, correspondance.

1976-1979

B-0071368/1

Transmission d'entreprises : rapport du groupe de travail présidé par Luc Gomart, statistiques, notes.

1976-1980

B-0071368/3

Impôt sur les opérations de bourse, simplification : notes.

1977-1980

B-0071370/2

Groupements pastoraux, projet de loi : avant-projet, texte, notes.

1969-1973

B-0071373/1

Taxations diverses. - Timbres des effets négociables (1965) ; timbres de quittance (1948-1953) ; taxation des transactions sur l'or (1948-1957) ; cartes nationales d'identité, réforme (1953-1962) : notes, textes.

1948-1965

B-0071373/2

Dispositions générales. - Propositions de réformes du médiateur (1978-1981) ; taxations diverses ; timbres sur les effets de commerce (1985-1986) ; taxe à l'essieu (1984-1985) ;

permis de conduite (1971-1985) ; permis de chasser (1974-1975) : notes,
correspondance.

1971-1986